

La misère de l'eau dans le royaume d'Afilejo en Basse-Casamance

par Made Bandé DIOUF

Du fait même de son potentiel physique, la Casamance occupe une place prépondérante dans la stratégie agricole du Sénégal. D'ores et déjà les objectifs du sixième plan ont porté sur le développement de la riziculture grâce notamment à la construction de barrages anti-sel pour la récupération de 70.000 ha de mangrove rizicultivable. Pour ce faire, la Société de Mise en Valeur Agricole de la Casamance, SOMIVAC, fut créée, en 1976, pour coordonner l'ensemble des opérations.

Malheureusement, les baisses pluviométriques enregistrées dans le pays, au cours des dernières années, ont eu, en Casamance, des conséquences néfastes sur le régime des eaux et sur la riziculture : la salinité s'est accentuée et l'écosystème de la mangrove s'est détérioré, entraînant l'acidification irréversible de nombreuses terres et l'abandon massif de rizières salées. Cette salinisation excessive des terres est très grave dans les villages situés au bord de l'embouchure et à côté du Kamobeul-Bolong⁽¹⁾, dans la mesure où la nappe phréatique, entièrement salée, rend inutile toute forme d'exhaure et de forage. Les habitants de ces villages, plus particulièrement ceux du royaume d'Afilejo, sont très souvent réduits à consommer les eaux stagnantes contenues dans des excavations à ciel ouvert servant également d'abreuvoir pour les animaux domestiques et dans lesquelles pullulent d'innombrables insectes et objets insalubres.

Il résulte de cette situation alarmante et dégradante un niveau sanitaire lamentable

des populations insulaires, sujettes à toutes formes de maladies épidémiques (choléra notamment).

L'absence d'eau potable, dans les îles, est aussi une des raisons pour lesquelles les jeunes partent pour aller vivre dans les villes comme Ziguinchor et Dakar.

Il reste une solution de survie qui consiste à prendre une pirogue et à aller remplir son "canari"⁽²⁾ très loin dans les villages non atteints par cette calamité. Ce travail fastidieux est malheureusement le lot des femmes.

Devant les conséquences aussi pénibles de la sécheresse en Casamance, ENDA-ACAS s'est lancé avec les populations à la recherche de solutions durables. Dès 1989 elle met en place un programme hydraulique qui porte sur la réalisation de citernes de stockage d'eau de pluie et sur la mise en place de mini-barrages anti-sel. C'est l'expérience de ces quatre années que nous voulons résumer ici, concernant l'approvisionnement en eau douce dans les îles.

LOCALISATION GÉO-CULTURELLE

Le territoire du Bandjal est une aire culturelle située au sud-ouest de Ziguinchor, entre l'embouchure du fleuve et son affluent du Kamobeul-bolong. Les villages compris dans cet espace fluvio-maritime constituaient naguère le petit royaume d'Afilejo, occupé par le sous groupe des Joola-Bandjal, étant entendu que cette terminologie s'applique à la fois au territoire, au groupe et à la langue.

On peut, dès lors, parler d'homogénéité culturelle et retenir cet aspect comme une donnée fondamentale du pays.

Administrativement, le royaume d'Afilejo est à cheval entre les départements de Ziguinchor et d'Oussouye. Il est situé dans sa plus grande partie à l'intérieur de la Communauté Rurale d'Enampore où sa population représente 65 % de celle-ci (6500 habitants).

Au plan économique, les Joola-Bandjal s'adonnent presque exclusivement à la riziculture, à l'élevage et à la pêche.

Cette restriction des activités agricoles est la marque d'une civilisation de riziculteurs-pêcheurs. Au reste, nulle part ailleurs, l'égalitarisme économique de l'homme et de la femme Diola n'est plus affirmé que dans le Bandjal où les femmes accèdent à la maîtrise foncière autant que les hommes.

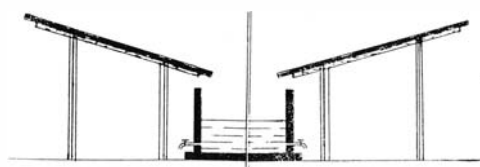
Cette description sommaire permet de se faire une idée des réalités socio-économiques qui caractérisent la zone du projet des citernes.

LE PROJET DES CITERNES

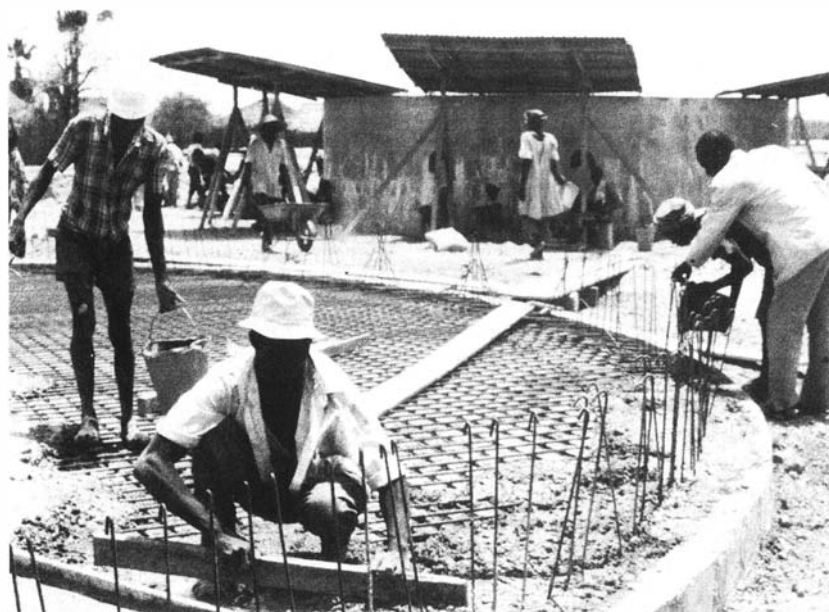
Le projet des citernes a pour objectif de contribuer à l'amélioration des conditions sanitaires des populations de l'estuaire en

(1) Bras du fleuve Casamance reliant celui-ci au Rio-Cacheu (Guinée-Bissau).

(2) Canari : récipient en terre cuite, ovale, à large embouchure.



Ci-dessus, schéma en coupe d'une citerne, montrant le dispositif d'in-pluvium.



A droite, citerne de Bandjal : coulage du radier en avril 1992. On voit, dans le fond, une autre citerne.

mettant à leur disposition une eau potable et accessible toute l'année et de contribuer à l'allègement des travaux des femmes des îles par la construction de citernes collectives et l'amélioration des techniques locales de récupération d'eau de pluies.

La genèse du projet

En 1989 une délégation du village de Bandjal vint à ENDA-ACAS poser le problème de l'eau dans les îles et solliciter un appui. Cette visite coïncidait avec l'orientation que ACAS venait de prendre pour mettre sur pied, un programme hydraulique. N'ayant pas de technicien en la matière, ACAS prit l'attache de l'AFVP qui apporta son appui en envoyant un volontaire hydraulicien. Deux événements majeurs vont, par la suite, déterminer l'option pour la recherche de solution au problème de l'eau, dans les îles du Bandjal.

- Au cours de la réunion du CLD (Comité Local de Développement) présidée par le préfet assisté des conseillers ruraux de l'arrondissement de Nyassia le CLD décida de voter un budget de participation de la communauté rurale au futur projet d'approvisionnement en eau.

- La rencontre avec la population de Bandjal et la visite des mares, avaient permis aux techniciens d'Enda et de l'AFVP de discuter avec les populations de Bandjal des solutions à envisager après une appréciation plus précise des réalités. Par la suite une étude sera réalisée pour constituer un document de projet qui servira à la requête des financements.

Au deuxième semestre de la même année un bailleur de fonds Genève Tiers Monde, s'intéresse au problème et se joint à nous. Dès lors, une étape expérimentale va démarrer au cours de laquelle il y eut un suivi pluviométrique et piésoométrique (installation dans quatre villages de piésoètres et de pluviomètres) ; trois types de citernes furent expérimentés à Bandjal et à Etama : une citerne bachée à Bandjal, une citerne bachée et deux petites citernes en ferro-ciment à Etama.

Durant cette période quatre villages seront définitivement sélectionnés pour une première phase, tandis que le choix technologique portera sur les grandes citernes collectives en ferro-ciment (300m³). Les quatre villages sont : Bandjal, Etama, Elouabaline, Batinghère. Pressenti au début des pourparlers, Sélécky sera abandonné en raison de son désenclavement actuel. Cette étape avait également permis de prendre contact avec les services techniques comme : les CER, le Service d'hygiène et la région médicale.

C'est au cours de cette période exploratoire que les populations mettront en place une organisation adéquate pour la prise en main progressive du projet.

La participation villageoise

Il convient de distinguer deux niveaux de participation : la communauté rurale et le village.

Au cours du dernier trimestre de 1990, la communauté rurale d'Enampore en votant son budget décida d'en affecter une partie au projet de réalisation de la première citerne à Etama. Cela fut fait, et permit l'apport de sable, de coquillage et d'eau pour la construction des ouvrages.

Dans les quatre villages, les populations mirent sur pied un comité technique chargé des relations avec l'Enda-Acas et l'AFVP ; de l'organisation du travail ; de la gestion des ouvrages et de l'eau recueillie. Chaque comité dispose d'un responsable qui en est l'animateur principal. Les femmes qui paient un lourd tribut à l'eau sont doublement représentées à ce comité qui comprend quatre personnes. C'est également ce comité qui choisit la personne chargée des relevés pluviométriques et piésoométriques pendant l'hivernage, qui organise les petites réparations sur la citerne.

L'apport d'ENDA-ACAS

Grâce à l'appui financier de Genève Tiers Monde, ACAS a pu recruter un technicien et un animateur pour assurer le suivi technique des travaux et l'appui organisationnel dans les villages. ACAS a également acheté le gros matériel tel que : ciment, fer, bois, tôles, etc. ; payé la main d'œuvre technique (maçons et charpentier), la main d'œuvre non spécialisée étant fournie par le village. Il faut ajouter à cela la mobilisation des autres partenaires techniques (service d'hygiène, région médicale) pour le traitement et l'analyse de l'eau.

LA GESTION DE L'EAU

Si la réalisation d'une infrastructure de stockage de l'eau constitue une étape importante dans la recherche de solutions au problème hydraulique dans les îles, il faut également que cette eau puisse être maintenue à un niveau de potabilité acceptable et durable. Pour cela trois formes de lutte existent :

- la sensibilisation à l'hygiène de l'eau,
- le traitement en citerne,
- les précautions au niveau ménager.

La sensibilisation à l'hygiène de l'eau

Elle est faite en direction des comités et des populations pour montrer à l'aide de documents audio-visuels (vignettes, affiches, diapo, films vidéo...) les dangers contenus dans une eau malsaine, mais aussi pour proposer des solutions aptes à maintenir une eau potable. Ce travail réalisé par les animateurs d'ENDA-ACAS est relayé à la base par les membres des comités de gestion (technique) lesquels organisent en même temps

l'approvisionnement et le rationnement de l'eau des citernes collectives.

Le traitement en citerne

Dès la première pluie les comités organisent le lavage des citernes à grande eau avec du savon et de l'eau de javel. Après avoir vidé les impuretés contenues dans le fond des citernes, l'impluvium ou surface de récupération est également préparé (nettoyage et réfection des charpentes s'il y a lieu). A partir de ce moment les citernes se remplissent au fur et à mesure que tombent les pluies, jusqu'au trop-plein.

Pendant l'hivernage, les villageois procèdent également au recueil de l'eau sous leur toit, ce qui permet de préserver plus longtemps l'eau contenue dans les citernes qui servira à la boisson durant toute la saison sèche. Pour la maintenir pure, le comité procède par chloration, il veille également à éloigner des citernes toute impureté. Mais la gestion la plus délicate se fait au niveau des ménages.

Le traitement de l'eau dans les ménages

Dans les ménages, l'eau est stockée dans des canaris munis d'une ouverture au sommet. Pour y accéder, les membres de la famille utilisent le même pot, généralement métallique (pot de conserve) ou en plastique. La gestion devra donc concerner à la fois, l'eau, le canari et le pot. Elle est d'autant plus délicate qu'elle repose sur l'intimité des ménages où les comités ne peuvent accéder. C'est donc ici qu'il faut mesurer l'impact de la sensibilisation. D'après les informations fournies par les femmes, le canari est lavé au savon à chaque fois qu'il reste un dépôt dans le fond ; l'eau recueillie à travers un filtre en tissu est javalisée et le pot lavé. Ce traitement est effectué deux fois par semaine pour les ménages de cinq personnes.

Une recherche technique initiée dans le domaine de la poterie a permis de mettre au point un canari à robinet qui sera diffusé en priorité dans les îles Bandjal.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Grâce à l'appui financier de Genève - Tiers Monde et de la FGC, la première phase du projet Bandjal a pu être bouclée. Le bilan technique, très positif, permet aujourd'hui de conduire plus sereinement, et avec plus de performance, une deuxième phase qui, malheureusement, n'a pas encore réuni la totalité des fonds nécessaires. Elle portera sur les villages de Niomoune, Djilapao et Bathingère II.

Dans l'avenir, un accent particulier sera mis sur l'hygiène de l'eau et les soins de santé primaire dans les îles.

Made Bandé DIOUF
ENDA-Tiers Monde